



DECLARATION FSU88 au CDEN du 05 mai 2015

Alors que le nombre d'élèves par classe est au national toujours l'un des plus élevés d'Europe et que notre école a vu plus de 25 000 postes supprimés entre 2007 et 2012, seulement 2 511 postes d'enseignants vont être créés à la rentrée prochaine. Ces créations seront insuffisantes pour ouvrir partout où c'est nécessaire, de nouvelles classes, mais aussi réduire leur taille pour permettre la réussite scolaire des élèves.

Dans les Vosges, un des départements les plus touchés par l'austérité, 16 postes de Professeurs des écoles vont être supprimés, alors qu'on manque cruellement de remplaçants, de maîtres spécialisés dans les RASED et de formation continue.

Ces moyens sont nécessaires pour répondre aux besoins des élèves et les conduire sur le chemin de la réussite.

En lieu et place, c'est une formation d'enseignants spécialisées hors temps de travail, aucune formation de nouveaux psychologues scolaires alors que le manque est criant, des ULIS surchargées, un manque de places en SEGPA, des remplacements non effectués, une formation continue en berne...

Si l'augmentation en postes de « plus de maîtres que de classes » et de « moins de 3 ans » peut être saluée, la FSU ne peut se contenter de cette situation.

Le collège, loin d'être le maillon faible comme le caricaturent certains, est le parent pauvre du système éducatif, ce que confirmait déjà le rapport Delahaye en 2003. La difficulté scolaire ne naît pas au collège, ce qui a enfin été reconnu dans l'annexe de la loi de refondation (d'où la priorité au primaire décrétée depuis). Pour y faire réussir tous les élèves une réforme est nécessaire :

Donner au collège et aux équipes qui y œuvrent des moyens suffisants notamment en temps, en effectifs de classes, en dédoublements.

Or, cette réforme ne répond ni aux besoins des élèves, ni aux attentes des personnels. Mais comment préparer une réforme pleine de sens sans tenir compte de l'expertise des personnels enseignants et d'éducation, qui n'ont à aucun moment été consultés au cours de son élaboration ? Comment imaginer une réforme d'une telle ampleur qui vise à refonder le collège dans des délais si restreints ? Comment espérer l'adhésion des personnels quand on refuse de les écouter lorsqu'ils s'expriment par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales ?

Cette réforme est dictée par des impératifs économiques. La globalisation des horaires n'est rien d'autre qu'une subordination des intérêts pédagogiques aux facilités de gestion.

La fragilisation des classes bilangues et la quasi disparition des langues anciennes correspondent en réalité à une gestion de la pénurie d'enseignants dans les disciplines concernées.

Cette réforme, fondée sur une plus grande autonomie des établissements et la multiplication des hiérarchies intermédiaires, remet en cause le cœur de l'identité professionnelle des enseignants et personnels d'éducation.

Si l'introduction progressive d'une interdisciplinarité est intéressante pour permettre aux élèves de faire des liens entre les différents enseignements, elle nécessite du temps pour travailler collectivement. Le travail en équipes est indispensable pour faire vivre cette interdisciplinarité, ce que ne prévoit pas la réforme.

Cette réforme va donc continuer de dégrader les conditions de travail des personnels par la création de tensions dans les équipes, elle va dénaturer les métiers et accroître la charge de travail de chacun.

La FSU demande le retrait de ce projet et la réouverture de discussions pour l'élaboration d'une autre réforme, qui réponde aux enjeux d'un collège ambitieux pour les élèves, au service de la réussite de tous, et respectant les personnels.

Enfin, l'écriture des projets de programmes par cycle nécessitera un travail colossal des équipes pour leur mise en œuvre. La FSU dénonce l'absence d'un temps d'échanges entre les personnels sur ces programmes. La consultation se fera de façon individuelle pendant un mois, mais aucune demi-journée banalisée n'est prévue, comme cela a existé pour le socle commun de connaissances, de compétences et de culture. A-t-on peur d'une réflexion collective sur ce sujet ?

La suppression de 16 postes dans les écoles et de 37 postes dans les collèges des Vosges ne permet pas de répondre aux besoins alors que de trop nombreuses équipes sont en souffrance.

Pour la FSU, ces suppressions s'ajoutent aux pertes d'emplois du département et ne font qu'accentuer les conséquences économiques et la fuite de la population, alors que les besoins sont bien présents.

L'École et les Services Publics ne sont pas un coût, mais un investissement pour construire une société plus juste et plus solidaire pour les citoyens de demain. A ce sujet, la FSU interroge sur la politique départementale quant à l'évolution des structures scolaires à taille humaine et de proximité.

La FSU appelle les personnels du second degré à faire grève le mardi 19 mai et à participer aux manifestations afin de montrer leur détermination à obtenir le retrait de cette réforme et d'exiger l'amélioration des conditions d'exercice de leurs métiers.